

Interview Ahmat M. Yacoub Dabio 18/08/08.

Editoweb : Pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous avez créé cette organisation et quel rôle elle est capable de jouer dans l'échiquier tchadien et international ?

Ahmat M. Yacoub Dabio (AMYD) : Liberté Sans Frontières est une organisation créée avec un groupe d'amis pour la défense de la liberté d'expression, des droits de l'Homme, de la paix. C'est une organisation au service de l'Homme. Depuis sa création, nous avons fait beaucoup de choses sans tapage ni tamtam.

Editoweb : On dit que votre organisation aurait joué un rôle dans la libération de l'otage américain Steve Godbold détenu au Tibesti?

AMYD: Non, nous n'avons joué aucun rôle dans la libération de l'Américain.

Editoweb : Pourtant selon une source américaine, Liberté Sans Frontières a joué un rôle et a même organisé un contact avec Choua Dazi.

AMYD: Certes, j'ai été contacté par les Américains et je suis intervenu auprès de mon ami Choua Dazi, président du MDJT, pour l'inciter à libérer l'Américain. J'ai réussi, malgré le désistement des Américains, à organiser un contact direct entre les deux parties. Mais pour la libération, mon intervention a échoué en raison de l'intransigeance des deux parties. Les négociations ont buté sur le plan technique pour la récupération de l'otage. Nous sommes intervenus dans un but humanitaire; malheureusement nous avons échoué et nous saluons les efforts de ceux qui ont réussi à libérer l'otage américain. D'ailleurs, après sa libération, j'ai eu une longue conversation avec ceux qui y ont contribué. Ils ont fait un travail formidable.

Editoweb : Pouvez vous nous dire quels étaient les aspects techniques?

AMYD : Je n'en dirai pas plus. Ce n'est pas à moi de raconter cela. Posez la question aux parties concernées.

Editoweb : Vous avez également reçu un émissaire centrafricain, envoyé par le général Bozizé, pour une médiation avec le général Abdoulaye Miskine, dirigeant d'un mouvement rebelle?

AMYD : C'était il y a plus d'un an - quand j'ai reçu le fils du général Boszizé au Mans à la demande des deux parties. Le premier contact a été établi au Mans entre mon ami le général Abdoulaye Miskine et l'émissaire du gouvernement centrafricain. C'était dans le but de trouver une solution pacifique. Là aussi, les Libyens se sont accaparés le dossier et vous connaissez la suite.

Editoweb : Vous avez participé à la conférence de Libreville en juillet dernier, quelles étaient les grandes lignes de cette rencontre? Quelles sont les étapes suivantes sachant qu'une division frappe en ce moment le groupe?

AMYD : D'abord il faut comprendre que c'était une concertation et pas une conférence. Elle a regroupé des personnalités de différentes tendances politiquement en exil. Le reste, tout le monde l'a appris et ce n'est plus la peine de revenir dessus.

Editoweb : Est-ce que cela veut dire que le groupe a échoué ?

AMYD : Pour être sincère, je n'ai aucune information me permettant d'évaluer la situation de ce groupe auquel je n'appartiens plus.

Editoweb : Pourtant on dit que le président gabonais Omar Bongo vous a remis une forte somme d'argent ...

AMYD : (rire) A qui a t-il remis les sous? A moi?

Editoweb : Pas à vous spécialement mais à votre groupe de Libreville?

AMYD : Il est toujours question de sous! Vous pouvez poser la question au président Goukouni, c'est lui qui dirigeait le groupe.

Editoweb : Voulez-vous dire que vous n'avez rien reçu ?

AMYD : Non, si vous dites une forte somme ! Le 01 août, j'ai reçu comme tous les participants une enveloppe de 2700 dollars. C'était dans l'avion vers Paris quand des enveloppes ont été distribuées à tout le monde. Vous voulez savoir ce que j'ai fait avec ces sous ? Eh bien, je les ai officiellement déclaré aux impôts avant d'acheter un billet d'avion grâce à un complément de 500 dollars de la part de Boulandi, le président du Compas. Je crois que vous êtes satisfait de la réponse ?

Editoweb : Votre groupe n'a-t-il pas reçu une enveloppe de 100 000 €uros de l'ex-directeur de l'ANS, Mr. Abderamane Moussa ?

AMYD : J'ai appris qu'elle a été remise au comité technique, pas au groupe. En tout cas je ne sais rien de cette histoire car j'ai quitté le groupe depuis longtemps. Ce n'est pas à moi de répondre à cette question.

Editoweb : Lors de votre séjour à Libreville, tout le monde a suivi la tentative d'assassinat dont vous avez été victime, par un aliéné mental. Pourquoi n'a-t-il pas subi une condamnation claire par le groupe de Libreville ?

AMYD : Il était question de se sacrifier pour sauver l'honneur du groupe puisqu'il était très dur pour nous de se retrouver dans une situation pareille alors que notre objectif était de rechercher la paix ! C'était une honte, surtout que nous étions un groupe venu rechercher la paix. C'était inexplicable aussi bien pour les Gabonais que pour tout le monde. J'avais la possibilité de le jeter en prison mais je ne l'ai pas fait pour l'image du groupe et de l'Opposition. Une fois encore, je déplore le cas de mon ami Senoussi Faki, blessé par cet aliéné mental qui se réclame de la bande de l'ex-dictateur Hissène Habré. Ce fou est également responsable de plusieurs articles diffamatoires à mon égard. Ce genre de comportement et d'agissement de la part de l'ex-dictateur et de sa bande n'étonne personne et ne les honore pas. Ces gens entretiennent toujours la même ligne de conduite qui s'appuie sur le mensonge, la diffamation, l'agression, l'humiliation, etc. Ce n'est pas pour rien que ce dictateur est poursuivi pour ses crimes.

Editoweb : Hissène Habré n'a tué personne, selon ses dires ?

AMYD : Bien sûr qu'il n'a tué personne puisque pour lui ce ne sont pas des personnes: ce sont des animaux. Quand je vois sur le Net des gens défendre Hissène Habré, croyez-moi : j'ai honte.

Editoweb : Quel était le motif exact de la tentative d'assassinat?

AMYD : Demandez à Habré pourquoi des milliers de Tchadiens ont été tués par son régime? C'est toujours la haine et rien d'autre que la haine. Vous suivez, comme tout le monde, ces psychopathes qui se réclament de la bande extrémiste de l'ex dictateur Habré et me diffament sur le Net. Ils n'ont d'autre chose à faire que diffamer. Ils diffament toute personne osant critiquer l'ancien régime dictatorial de Hissène Habré, ne partageant pas leurs idées clanico-extrémistes. Même le président de Human Right Watch a été diffamé, jusqu'à son origine juive évoquée: je ne sais pour quelle raison. Le président sénégalais Abdoulaye Wade n'a pas été épargné. Ils se sont attaqués à l'ex-premier ministre Fidel Moungar, au Dr. Abdelaziz Kodok, au colonel Hassaballah, à Fizani, Abderamane Khoulamallah, l'ex porte-parole de la rébellion, qui a été touché dans son honneur – puisque ce sont ses parents qui ont été

attaqués... Puis, ces derniers jours, c'est l'acharnement contre Djondang... Comme ils s'attaquent au professeur sénégalais Hamidou Diallo!! Ils imaginent un ennemi et lui en veulent à mort. Et comme ils sont lâches à la base, ils sont incapables de se faire diffuser par leur vrai nom. C'est vraiment de la DDS en exil! Personne ne les empêche de soutenir leur ancien dictateur mais il faut le faire autrement en poussant leurs sympathisants - s'ils en ont encore - à manifester, si ce n'est pas au Tchad, à l'étranger. Mais comme il ne reste que quelques miettes de sympathisants claniques, ils sont dans la désolation. C'est pourquoi ils adoptent une politique de dénigrement, de mensonge, d'humiliation et de haine... Voyons ce qui s'est passé dans la capitale serbe où plus de 15.000 partisans ont manifesté en faveur de l'ancien criminel leader des Serbes de Bosnie. Qu'est-ce qu'ils attendent, les habristes, pour lancer leurs sympathisants dans les rues ?

Editoweb : Ils disent que vous avez reçu des millions et des millions du président tchadien pour le rallier, que vous êtes dans la mafia européenne, que vous êtes vendeur de drogue ...?

AMYD : (rire...) Oui, cette dénonciation me vaudrait la prison puisqu'ils m'ont dénoncé à la police française, laquelle ne saurait pas «faire son travail». Excusez-moi de répondre de façon terre à terre : Combien de Ouaddaiens ont-ils trahi et rallié Idriss Déby? Les Tchadiens ne sont pas naïfs. La propagande de haine contre moi n'a aucunement affecté ma personnalité. J'ai eu le soutien de tout le monde. Des amis me transfèrent des articles diffamatoires qu'un de ces psychopathes envoie par mail à la longueur de journée! Vous imaginez quel type de changement « ces révolutionnaires » cherchent à apporter au Tchad? J'ai refusé de rentrer dans leur jeu. Je suis sûr qu'ils répondront un jour ou l'autre de leurs mensonges. C'est regrettable de voir des jeunes réfugiés qui sont censés apporter leur contribution au changement se livrer à ce genre de haine, à la diffusion de mensonges grossiers montés de toutes pièces. Le Tchad a besoin de l'amour et de la paix et non de la haine.

Editoweb : Fin juillet 2007, et pour la première fois depuis 15 ans, vous avez effectué avec le groupe de l'ex-président Goukouni Weddey un déplacement à N'djamena pour quatre heures. Quelles ont été vos impressions ?

AMYD : Mes impressions? Que voulez-vous que je vous réponde ? En toute franchise, je suis tombé des nues. Je n'imaginais pas un seul instant que le pays puisse être aussi pauvre. Ce n'était pas facile à regarder. Je note cependant trois impressions. D'abord, entre l'aéroport et la Présidence de la République, j'ai vu l'extrême pauvreté qui reflète la réalité du pays. Vous imaginez: sur un parcours de cinq cents mètres, on voit des personnes crasseuses, pieds nus, habits déchirés; une image qui ne m'a jamais quitté. Je n'arrive pas à comprendre comment, pendant tout ce temps, rien n'a été fait pour ce pauvre peuple. Je n'ai pas manqué de poser la question à un responsable qui m'a dit : «écoute, tu n'as rien vu, visite la ville en profondeur et tu verras la vraie pauvreté...» La deuxième impression est celle que j'ai eue au palais présidentiel, avec tous ses fastes, où rien ne manquait !! Un contraste grave entre les deux images. La troisième impression, je la garde pour moi.

Editoweb : Après Libreville, vous avez effectué en août dernier une visite au Soudan et été reçu à la Présidence par Abdallah Massar, par le conseiller du Président El Béchir. Puis vous êtes allé en Egypte. Quel était l'objet de ces visites et quel résultat avez-vous obtenu ?

AMYD : Depuis 2003, je défendais un projet de paix, et j'ai eu à effectuer plusieurs voyages pour m'entretenir avec des responsables de plusieurs pays comme la France, le Soudan, la Libye...etc. Il m'arrive d'être reçu par de hauts responsables -ce qui ne peut pas passer inaperçu - comme l'entretien avec le Président Mahamadou Tanja en 2003 ou avec Idriss Déby en février 2007... Au Soudan, je me suis entretenu avec plusieurs hauts responsables en charge du dossier tchadien. Il était question d'expliquer notre démarche de paix et l'intérêt de

la soutenir. Puis j'ai demandé qu'ils acceptent d'accueillir une délégation du groupe de Libreville. Je n'ai pas besoin de vous dire quelle a été leur réponse. Je l'ai transmise aussi bien aux autorités gabonaises qu'au président Goukouni qui dirigeait le groupe de Libreville.

Editoweb : Quelles sont ces raisons qui ont empêché les Soudanais d'accueillir une délégation de paix? Auriez-vous l'amabilité de nous éclaircir sur ce point?

AMYD : Les Soudanais sont ce qu'ils sont. Il n'est peut-être pas dans leur intérêt de soutenir cette initiative de paix. Ils estiment que soutenir l'initiative de Libreville pourrait avoir des conséquences graves sur leurs relations avec le Colonel libyen qui abritait à cette époque des pourparlers entre l'opposition politico-militaire et le gouvernement tchadien. A cela s'ajoute la position de Bongo lors du sommet de l'Union africaine tenu à Khartoum en janvier 2006. De fait, les Tchadiens sont victimes de toutes ces chamailleries politico-diplomatiques.

Editoweb : En avril dernier, vous avez reçu une délégation du maire d'Istres et il était question de préparer à Istres une rencontre de paix. Apparemment cette initiative a échoué et des rumeurs ont fait état du refus d'Idriss Déby. Pouvez-vous vous expliquer sur ce dossier?

AMYD : Je ne crois pas que le moment soit propice pour étayer ce dossier. Mais je tiens à remercier en mon nom propre, au nom de Liberté Sans Frontières et au nom du Collectif, Mr. le Maire d'Istres pour son courage et son désir de contribuer à la paix au Tchad.

Editoweb : Comment est constitué le Collectif auquel vous faites allusion ?

AMYD : Aucune idée (rire)

Editoweb : Vous insistez toujours sur l'instauration d'un système semi-présidentiel, pouvez-vous nous expliquer pourquoi un tel régime ?

AMYD : Le régime semi-présidentiel, qu'on appelle communément régime parlementaire, c'est une de solution pour mettre fin à l'instabilité au Tchad. Quelque soit la personne qui dirigera le Tchad, la situation ne sera stable que si le pays est doté d'institutions efficaces. Si on pense le contraire, on se trompe! Je me suis déjà expliqué plusieurs fois sur cette question. Une vraie démocratie doit sécuriser la population et pour cela, il faut d'abord sécuriser les structures institutionnelles. Or, nous sommes déjà convaincus que le Tchad ne jouit pas des structures adaptées à sa situation. Au vu de ce qui se passe en ce moment, il est certain que chaque mouvement politico-militaire qui conquiert le pouvoir va imposer sans aucun doute son clan. Nous avons donc besoin, aujourd'hui, d'une stratégie moderne. Dans ce cas, il est temps d'aller un peu plus au fond des choses. Je pense qu'il est opportun de se poser la question suivante: sommes-nous prêts à envisager une solution durable au Tchad? Si oui, je suppose que le Tchad a besoin actuellement d'un Etat constitutionnel moderne qui doit garantir une stabilité tolérante. Plus de 90% des pays stables dans le monde ont adopté le régime parlementaire: l'Italie, la Suisse, l'Angleterre, l'Espagne, l'Allemagne, l'Ethiopie etc... Un régime semi-présidentiel ou parlementaire désenchevêtre progressivement les sphères politiques et économiques, en permettant une très lente séparation des différentes sphères d'autorité. C'est une manière sûre de décentraliser et de favoriser une meilleure articulation du pouvoir et de l'ensemble de l'économie nationale. C'est la solution la plus satisfaisante pour le Tchad. Un tel régime stabiliserait le pays en laissant émerger de nouveaux centres de décision, indépendants du pouvoir central de l'état; il encouragerait les cadres et intellectuels ayant des visions stratégiques réfléchies à contribuer, sans appartenance partisane, aux innovations nécessaires dans le domaine du développement politique, économique et social. C'est seulement dans un tel système de stabilité que tous les Tchadiens seraient disponibles pour s'investir de façon honnête et tolérante dans le progrès. Et c'est ainsi qu'on pourrait, enfin, échapper au tribalisme et au régionalisme, des maux qui nous rongent depuis toujours.

Croyez-moi, c'est la seule solution pour sauver le Tchad sinon le pays va tourner en rond et pour longtemps.

Editoweb : Soutenez-vous toujours le mouvement politico-militaire ?

AMYD : Ils ont mon affection. Mais aucun faiseur de guerre de bénéficiera de mon soutien politique.

Editoweb : Quelles observations faites-vous quant à la situation socioéconomique actuelle du Tchad?

AMYD : En réalité, le Tchad est l'un des pays les plus pauvres du monde, enclavé et affaibli en raison de cinq décennies des conflits internes et externes. Certes, grâce à l'exploitation du pétrole, le PIB a doublé mais la situation d'extrême pauvreté perdure pour les quatre les raisons suivantes :

- 1/ la crise humanitaire du Darfour
- 2/ la corruption
- 3/ le conflit interne
- 4/ le conflit externe

De par ailleurs, le pays est aujourd'hui confronté à un problème de qualité et d'efficacité du système éducatif qui est incapable à conserver ses élèves jusqu'au bout de leur scolarité, entraînant ainsi un gaspillage sérieux de ressources. Les enquêtes de ménages indiquent que seulement 46 % des adultes sont alphabétisés après 6 années de scolarité.

Editoweb : Croyez-vous toujours à un dialogue de paix regroupant toutes les sensibilités?

AMYD : J'en suis arrivé à ne plus croire à ce qu'on appelle un dialogue général bien que j'aie été partisan de cette vision et même initiateur de la première conférence de l'opposition tchadienne à Paris. Je dois m'excuser de cette contradiction. Aujourd'hui je n'y crois plus. Je suis arrivé à la conclusion suivante : premièrement, les politico-militaires ne vont jamais s'unir autour d'un projet unique, qu'il soit de paix ou de guerre. Alors espérer d'eux une unité, c'est peine perdue puisque chacun veut être chef.

Secundo, l'histoire d'une table ronde, d'un dialogue inclusif, reste fictive en raison de l'absence totale des deux parties - car pour faire la paix il faut être à deux. A mon avis, les deux parties ne disposent d'aucune vision réelle et peut-être aucun souci pour l'avenir de ce pays meurtri par tant années de guerre fratricide. Et puis quel est le nombre de parties en conflit? Personne n'est en mesure de répondre à cette question. Dès l'annonce d'une initiative de paix, on constate la multiplication de partis et mouvements qui se créent dans le seul but de participer à un éventuel «partage de gâteau». Il se trouve que nous nous trouvons dans un désordre total où tout le monde est chef ou représentant de quelque chose! J'ai déjà vécu cela quand j'ai préparé la conférence de l'opposition tchadienne à Paris.

Editoweb : D'après vous, quelle est la position des pays impliqués dans la crise tchadienne comme le Soudan, la France et la Libye?

AMYD : Il faut tout d'abord que les Tchadiens s'organisent afin que les pays partenaires sachent ce qu'ils veulent. En février, les mouvements politico-militaires allaient s'emparer du pouvoir n'eut été leur division et je me demande si l'intervention française n'a pas été positive. On ne peut pas empêcher ces pays de défendre leurs intérêts, il appartient aux Tchadiens de savoir ce qu'ils veulent exactement.

Les Soudanais ne se sont pas opposés à Déby parce qu'il est dictateur mais parce qu'ils l'accusent de soutenir la rébellion soudanaise. Le jour où ils régleront leurs problèmes avec Déby, les politico-militaires seront sacrifiés. Ils l'ont fait avec l'opposition érythréenne, éthiopienne et ougandaise. D'ailleurs, beaucoup d'analystes et politologues soudanais

commencent à écrire dans ce sens. Le dossier tchadien, pour les Soudanais, non seulement est minimisé mais en plus n'a aucun caractère politique. La Libye ne trouve pas mieux que Déby. La France veut éviter au Tchad de plonger dans un désordre sécuritaire dont les conséquences seraient imprévisibles pour toute la région. L'Occident sait par expérience que là où il y a l'insécurité, le terrorisme s'installe et ce n'est pas pour rien que l'Eufor s'est déployée à l'Est du Tchad. Son objectif n'est pas seulement de protéger les réfugiés mais également de prévenir toute infiltration d'Al-Qaïda dans la région.

Editoweb : Dans le nouveau bureau de l'UFCD, il a été constaté que vous occupez un poste. Cela vous permettra sans doute de jouer un rôle dans l'ouverture et la tolérance ?

AMYD : De postes dans l'opposition! J'en ai tellement occupés que je n'en veux plus. Et puis, pour être membre d'un bureau, il faut tout d'abord appartenir à un mouvement. Or, moi je n'appartiens plus à aucun mouvement politico-militaire. Non, c'est un autre Ahmat Yacoub que je connais bien. Cette ressemblance de nom entretient la confusion dans l'esprit de ceux qui ne connaissent pas la vérité. Cela m'a créé beaucoup de problèmes. A chaque fois, je suis obligé de faire une mise au point. Dans les années 80, quand les Soudanais soutenaient le régime de Déby, mon homonyme devait être arrêté dans un hôtel de Khartoum. Les Soudanais ont cru que c'était moi ! Avec Ahmat Mahamat Yacoub, nous parlons beaucoup de cette confusion de nom, de fois en rigolant. C'est pourquoi j'ai préféré ajouter «Dabio» à mon nom.

Editoweb : Pourtant d'aucuns pensent que vous êtes le cerveau de la rébellion du Ouaddaï ? Et que vous êtes à la base du retrait des Ouaddaiens de l'UFDD ?

AMYD : Cerveau ou queue, peut importe. Je ne comprends pas pourquoi on cherche à nous automatiser. Ce n'est pas parce que je suis Ouaddaien que je dois automatiquement être d'un mouvement dirigé par un Ouaddaien! Pour appartenir à un mouvement, il existe une démarche d'adhésion à faire. Je ne suis plus membre d'aucun mouvement politico-militaire. Par le passé, j'étais impliqué et actif dans la rébellion et j'ai beaucoup œuvré pour son organisation mais je me suis rendu compte qu'on tourne en rond. Je suis le premier retraité de l'Opposition après avoir passé plus de 16 ans dans la boîte (rire)

Editoweb : Alors qu'est-ce que vous attendez pour rentrer au Tchad ?

AMYD : Pour être sincère, je n'exclue pas cette hypothèse si le gouvernement tchadien retire mon nom de la liste noire et si ma sécurité est assurée.

Editoweb : D'après vous, qui est responsable de l'enlèvement de Mr. Ibni Oumar Mahamat Saleh et quelle importance donnez-vous au rapport de la commission d'enquête?

AMYD : Sans doute, le régime est le seul capable de dire ce qui lui est exactement arrivé. Quant à la fameuse commission, elle n'a aucune importance au plan national, encore moins au plan international. La dernière fois que j'ai rencontré Ibni Oumar, c'était lors du congrès du parti socialiste français au Mans. Nous avons passé deux jours ensemble. C'est une personnalité qui croyait à la démocratie et à la lutte pacifique. Je ne comprends pas comment on peut s'en prendre à une personnalité comme lui.

Editoweb : Où en êtes-vous avec votre projet de chaîne de télévision ?

AMYD : Le projet d'une chaîne de télévision satellitaire n'est pas le mien. C'est mon idée mais c'est un projet qui concerne un groupe de partenaires afro-européens. Nous sommes toujours en négociation. Il faut dire que les choses ne sont pas aussi faciles puisque le coût d'abonnement annuel dépasse l'imagination. S'agissant du portail Dabio, je suis toujours impliqué dans le service de traduction, les rencontres et la réponse aux courriers. Mes deux fils, passionnés par cette activité, participent à la mise à jour, surtout pendant les vacances.

Editoweb : Est-ce que c'est parce que votre livre sur les relations franco-tchadiennes vous a rapporté que vous êtes en train d'écrire un ouvrage sur la crise du Darfour ?

AMYD : Où est le mal si le livre m'a rapporté? Ce n'est pas un péché! S'agissant de mon ouvrage sur la crise du Darfour et ses conséquences dans les pays voisins, il est encore trop tôt pour le publier en raison du développement de la situation dans les pays concernés.

Editoweb : La Cour Pénale internationale souhaite engager des poursuites à l'encontre du président El Béchir par? Quelle est votre réaction?

AMYD : Liberté Sans Frontières a déjà réagi. Nous estimons que les habitants du Darfour ont subi des atrocités qui ne doivent pas rester impunies. El Béchir est le chef d'état et par conséquent le premier responsable de cette crise sans oublier bien sûr certains responsables de la rébellion du Darfour. C'est pourquoi, la communauté internationale doit en premier lieu agir pour aider les parties en conflit à amorcer la paix dans le Darfour, ensuite mener une enquête sérieuse pour impliquer tous les responsables des crimes. Nous croyons qu'il faut un nouveau visage à l'Afrique où un chef d'état devra comprendre que sa responsabilité directe est engagée en cas d'atrocités.

Editoweb : Avez-vous un dernier mot à dire?

AMYD : Je crois avoir tout dit et je vous remercie.